



COMMUNIQUÉ DE PRESSE – 12.04.2022

PLAINTÉ DANS L'UE CONTRE BORREL ET CONTRE D'AUTRES NOMINATIONS DU PSOE

Depuis décembre 2021, Javier Marzal, promoteur de l'alliance Dénonciateurs de l'autoritarisme judiciaire, a déposé trois plaintes auprès du parquet européen et cinq autres auprès de la Commission européenne, contre la métamafia de José María Mena Álvarez (procureur général de Catalogne 1996-2006) pour de nombreuses actions criminelles et contre d'autres criminels liés au PSOE.

Aujourd'hui, nous avons étendu notre plainte contre l'Espagne à la Commission européenne du 21.02.2022, également sur la base de la documentation du dossier Royuela, parce que José Borrel Fontelles et la juge Elisabeth Castello Fontova ne répondent pas aux normes européennes pour être fonctionnaire de l'Union européenne, à savoir l'article 27 du statut des fonctionnaires de l'Union européenne qui stipule que : "Le recrutement des fonctionnaires vise à assurer à l'institution les services de fonctionnaires possédant les plus hautes qualités de compétence, de rendement et d'intégrité".

En outre, le juge nommé à Eurojust, viole l'article 65.1 du RÈGLEMENT (UE) 2018/1727 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 14 novembre 2018 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust), qui renvoie au statut des fonctionnaires de l'UE précité.

Logiquement, les personnes qui cachent des millions aux autorités fiscales n'ont pas un minimum d'intégrité, surtout lorsqu'elles ont un passé criminel.

Borrel a été dénoncé pour ne pas avoir déclaré 6.000.000USD et la dénonciation a été étendue à 59 millions (entre euros et dollars US), en fournissant tous les numéros des dépôts bancaires, la date de leur ouverture, le bureau et la banque.

En outre, les montants non déclarés des anciens ministres du PSOE espagnol et fonctionnaires européens suivants sont étendus : Enrique

Barón Crespo, de 27 à 80 millions de dollars ; Pascual Maragall Mira, de 152 à 167 millions de dollars et Joaquín Almunia Amann, de 27 millions de dollars.

S'y ajoute, avec 80 millions de dollars, l'ancien ministre Javier Solana Madariaga, qui était le Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la sécurité, poste actuellement occupé par M. Borrel. Quant à Felipe González Márquez, Premier ministre espagnol de 1982 à 1996, il passe de 184,2 millions à 290,2 millions, en partie en euros et en partie en dollars américains.

La plainte indique que : " Tout ce qui précède est nécessaire à connaître pour comprendre les raisons pour lesquelles la corruption en Espagne a atteint 8% du PIB (Eurostat 2018). Dans cette situation de corruption systémique, nous vous demandons une réunion en Espagne, sans la présence des autorités publiques espagnoles ou européennes représentant l'Espagne, à laquelle participeront Miguel Bernad, secrétaire général de Manos Limpias, Santiago Royuela, un membre de l'alliance Denunciantes del Autoritarismo Judicial et, éventuellement, le juge Fernando Presencia".

Aujourd'hui, Voz Populi rapporte que : "Le PSOE récupère Javier Solana pour redorer l'image de Pedro Sánchez", le même jour où il est dénoncé à la Commission européenne pour avoir blanchi 80 millions.

Il est difficile de croire que l'actuel PSOE ignore les dénonciations fiscales de plus de 5,260 millions faites par Alberto Royuela Fernández et le journaliste Juan Martínez Grasa en 2004, qui incluent tout ce qui précède. Il convient d'ajouter que l'Agence fiscale les a dénoncés, étant traités par le Juzgado Central de Instrucción nº 5 de l'Audiencia Nacional, où le juge Baltasar Garzón était le juge responsable.

La plainte a été envoyée en anglais pour éviter qu'elle soit manipulée par des Espagnols qui sont des fonctionnaires européens.

Javier Marzal

Porte-parole de l'alliance **Denunciantes del Autoritarismo Judicial**
(Dénonciateurs de l'autoritarisme judiciaire)

www.contraautoritarismojudicial.org